



NPA
JEUNES
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

BARRICADES

Bulletin du secteur Jeunes Travailleurs du NPA
N°7 / Avril 2010 / www.npa2009.org

Réforme des retraites : nous ne sommes pas de la chair à patron !

Alors que Sarkozy est plus impopulaire que jamais, avec seulement 30% d'opinion favorables dans la population, le gouvernement veut passer en force avec la réforme des retraites dès septembre prochain. Trois pistes de « réformes » sont avancées : allonger la durée de cotisation retraites, c'est-à-dire devoir cotiser 41 ans pour toucher une retraite à taux plein, reculer l'âge légal de départ au-delà de 60 ans, ou prélever une catégorie spécifique de la population. Le point commun de ces trois propositions, c'est de faire payer un prix toujours plus lourd aux jeunes et aux salariés, tandis que les patrons continuent de s'en mettre plein les poches. C'est à nous de payer les pots cassés, alors que les cotisations patronales aux caisses de retraites sont gelées depuis 1993 ! On nous explique que la réforme des retraites est nécessaire, car la population vieillit et le nombre de retraités augmente. Pourtant, cet argument ne tient pas la route. La productivité, ainsi que la quantité de richesses produites chaque année, augmentent de façon plus rapide que l'allongement de la durée de vie. La véritable question est : quelle répartition des richesses ? Pour financer les retraites, il faut prendre sur les profits des capitalistes !

Pour de vraies retraites, il faut permettre à tous de travailler
Alors que 25% des jeunes sont au chômage et que des milliers galèrent pour trouver un premier emploi, on nous propose de travailler jusqu'à 65 ans et plus. Dans le même temps, un million de retraités vivent en dessous du seuil de pauvreté. Avec la crise, le nombre de chômeurs en fin de droits, c'est-à-dire tous ceux qui ne sont plus indemnisés, explose. En 2009, ils étaient près de 850 000 et, au cours de l'année 2010, ils seront près d'un million à se retrouver dans cette situation dramatique. Sarkozy a annoncé en janvier dernier qu'il ne laisserait « sans solution » aucun chômeur arrivant

en fin de droit. Il propose le financement par l'Etat de 50 000 nouveaux Contrats Initiative Emplois, ainsi que le versement d'une allocation temporaire de crise de 465 euros sur 6 mois à 80 000 chômeurs n'ayant plus droit à aucune aide, avec à la sortie l'obligation de prendre n'importe quelle formation ou contrat aidé. C'est donc une façon d'imposer aux chômeurs n'importe quelle offre d'emploi.

L'allocation temporaire de crise ne dure que 6 mois, ce n'est qu'un effet d'annonce pour masquer la précarité qui se généralise. Dans le même temps, les licenciements continuent de pleuvoir, comme à PSA, Sanofi Aventis... Alors que des milliards ont été trouvés pour renflouer les banques, les travailleurs continuent de subir le chômage et la précarité. La seule solution pour travailler moins et travailler tous, c'est une autre répartition des richesses ! C'est pourquoi il faut exiger :

- **La retraite à taux plein à 60 ans maximum**
- **37,5 années de cotisations au plus**
- **La comptabilisation des années de formation et d'études dans le calcul des annuités**
- **Pas un salaire, pas une retraite en dessous de 1500 euros net**

Nous sommes tous concernés ! N'attendons pas la sortie de la loi pour nous mobiliser, c'est maintenant qu'il faut y aller ! En nous mobilisant tous ensemble comme nous l'avions fait contre le CPE en 2006, nous pouvons gagner !

Pour nous contacter : contact-jeunes@npa2009.org

Envoyez vos coordonnées à NPA Jeunes Travailleurs,

2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil, avec nom, prénom, adresse, téléphone, email

Sodimatex en lutte !

Depuis un an et l'annonce de la fermeture de leur usine, les travailleurs de l'usine Sodimatex de Crépy-en-Valois dans l'Oise, spécialisée dans la production de moquette pour automobile, essaient de faire respecter leurs droits. Ils exigent 21 000 euros de prime extra-légale de licenciements et un congé de reclassement de 9 mois. La direction de l'entreprise préfère jouer le rapport de force et démoraliser les salariés, en faisant la sourde oreille à leurs revendications, et en les payant sans activité ou en jetant à la poubelle des kilomètres de moquette produite dans l'usine. Le groupe préfère dépenser plus en produisant inutilement, et essaie de faire la démonstration arrogante qu'il ferait plier les salariés.

Jeudi 1er avril, les 98 salariés de l'usine faisaient la une des télévisions. Après avoir été agressés par les CRS envoyés par le préfet lors de leur manifestation, ils menaçaient de faire sauter le réservoir de gaz situé à l'intérieur de leur usine si leurs revendications n'étaient pas prises en compte.

Suite à cela, les négociations ont été réouvertes avec la direction de l'entreprise, elles ont finalement abouti le 13 avril à un accord sur une prime de licenciement de 22.000 euros. Il s'agit d'une victoire des salariés qui luttent contre les patrons voyous et contre l'Etat qui les soutient.

Licenciements à la crèche People and Baby...

Suite à la privatisation du service municipal d'accueil de la petite enfance par la mairie de Paris, dans le cadre des «délégations de service public», les salariés de plusieurs crèches ont vu leurs conditions de travail fortement dégradées, en devenant des travailleurs précaires. La logique de rentabilité sacrifie à la fois l'accueil des enfants et les salariés.

Les travailleuses de la crèche Giono dans le 13ème arrondissement de Paris ont décidé de réagir en créant une section syndicale fin 2009. Après de multiples pressions et intimidations, trois salariés sont aujourd'hui licenciés suite à une journée de grève début mars. La mairie cautionne ces pratiques inacceptables, et continue de subventionner grâce aux fonds publics ce type d'entreprises.

Avec la réduction de moitié des budgets attribués, il devient très difficile de trouver des places en crèche publique, les femmes qui ne peuvent payer un service privé sont les premières touchées et doivent rester chez elles pour garder les enfants. Avec pour résultat une exclusion pour un temps de la vie sociale et plus de difficultés ensuite pour retrouver un emploi, et encore plus pour un emploi qualifié. La perte des structures d'accueil pour enfants en bas âge est un recul pour tous, qui accentue les inégalités entre hommes et femmes, entre milieux aisés et classes populaires.

La lutte des salariées licenciées de la crèche Giono se poursuit avec des rassemblements, occupations, tentatives d'élargissement à d'autres boîtes. Les sections syndicales du quartier ainsi que les parents apportent leur soutien pour une réintégration immédiate. Le 8 Avril, des dizaines de crèches étaient fermées et plus de 10 000 personnels grévistes manifestaient à Paris pour la sauvegarde et le réengagement de l'Etat dans les crèches publiques. Cette résistance dans un milieu d'habitude peu organisé montre un retour de combativité d'une partie des travailleurs, une nouvelle génération qui arrive dans la lutte avec détermination. Il faut apporter notre soutien aux salariés des boîtes dont People & Baby n'est qu'un exemple...



NPA

JEUNES
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

